



Avril 2013 - N° 109 bis

## Conjoncture économique en Loir-et-Cher

Résultats de l'enquête menée entre le 14 et le 29 mars 2013

Analyse réalisée sur la base de 209 réponses exploitables

Dans un contexte très perturbé, la **Chambre de Commerce et d'Industrie** Territoriale de Loir-et-Cher et l'**Observatoire**, en **partenariat avec le Conseil général**, poursuivent l'enquête rapide de conjoncture mise en œuvre depuis 2009. Celle-ci a pour objet de pallier l'insuffisance des informations disponibles au niveau local sur l'impact de la crise et son ampleur. Pour cette 11<sup>ème</sup> édition, 239 responsables de l'industrie, de la construction, des services et du commerce de gros se sont connectés au site Internet dédié à cette enquête entre le 14 et le 29 mars 2013.

209 réponses ont pu être exploitées. Deux relances ont été effectuées à quelques jours d'intervalle, permettant d'atteindre un **taux de retour** supérieur à **10 %**. Les entreprises correspondantes emploient environ **2 300 salariés**.

L'**activité du début d'année** a été particulièrement **malmenée, l'intensité plus forte de la baisse des chiffres d'affaires** en portant témoignage. Les nouveaux clients sont de plus en plus difficiles à accrocher. Il en résulte un **report des investissements** et dans un certain nombre de cas, des efforts d'innovation ; toutefois, une entreprise sur 2 les a maintenus. La **diminution des besoins en personnel** se traduit toujours par une contraction des postes temporaires, mais aussi par une diminution des effectifs permanents.

**Quelques signes encourageants** apparaissent toutefois. Ils sont certes encore très ténus et ne concernent pas tous les secteurs, ni l'ensemble des entreprises. Il est bien évidemment trop tôt pour parler de redressement, d'autant que le contexte national et international n'incite guère à un optimisme béat.

C'est dans les **services** qu'une **amélioration semble se dessiner** pour les prochains mois. Ainsi, on constate une détente sur les délais de règlement des factures, tant du côté des fournisseurs que des clients ; des postes non permanents ont été plus fréquemment créés et ce mouvement devrait s'accélérer dans les mois qui viennent, en liaison avec des carnets de commandes qui se regarnissent et un regain attendu d'activité. Un bémol toutefois : les difficultés financières y sont plus marquées.

Dans une moindre mesure, l'**industrie** se trouve **sur une ligne proche**. En revanche, la tendance à la réduction des

effectifs permanents s'est poursuivie. Les besoins en emplois supplémentaires, quelle qu'en soit la nature, ne semblent pas croître à court terme, en dépit d'une **amélioration prévisible de l'activité** au vu des commandes engrangées.

Le **commerce de gros** apparaît comme le secteur pour lequel la **visibilité est la plus faible**. Tributaire des autres activités, il est sans doute encore plus sujet aux contrats de dernière minute. Cette incertitude permanente pèse sur le moral des dirigeants. De surcroît, la **baisse du chiffre d'affaires** a concerné la part la plus élevée d'entreprises.

En revanche, les salariés permanents ont pu être conservés jusqu'à présent chez la plupart des répondants.

La **construction souffre**. Cela était perceptible déjà en fin d'année 2012, mais la situation paraît plus périlleuse. Moins du fait de l'effondrement des commandes, qui ne transparaît pas vraiment, que de l'**étranglement financier qui guette** : les entreprises doivent payer leurs fournisseurs plus vite tandis que leurs clients font davantage traîner les factures. Cette fragilisation est également visible dans la contraction des effectifs permanents.

Les soldes d'opinion montrent globalement que **l'on se dirigerait plutôt vers une amélioration**, au moins au niveau des entreprises (carnets). Ce n'est pas encore le cas pour la conjoncture globale (2ème solde le plus négatif depuis l'origine de l'enquête).

### Un climat encore très sombre, quelques signes encourageants

## S O M M A I R E

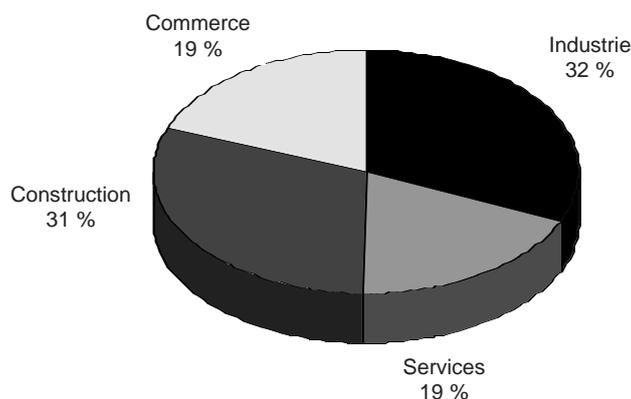
<b>209 réponses exploitables</b> .....2	Dans l'industrie, une entreprise sur 4 a réduit ses effectifs permanents .....7
Répartition par activité .....2	Diminution fréquente des postes non permanents, sauf dans les services .....7
Répartition par taille .....2	Le chômage partiel très peu utilisé par les répondants .....8
<b>Les évolutions récentes</b> .....3	Les efforts en faveur de l'innovation maintenus dans 1 entreprise sur 2 .....8
6 entreprises sur 10 ont vu leur activité décliner .....3	<b>Les prévisions pour les prochains mois</b> .....9
la conquête de nouvelles parts de marché de plus en plus difficile .....3	Des carnets de commandes plus rassurants qu'en novembre .....9
Davantage de difficultés financières dans les services .....4	un peu plus de suppression de postes permanents à prévoir dans la construction .....10
Une influence toujours limitée sur les relations avec les banques .....4	Des postes non permanents seront encore supprimés .....10
La construction confrontée à des mouvements contraires potentiellement source de fragilisation .....5	Le moral se redresse légèrement, sauf dans la construction 11
Les exportations industrielles plutôt mieux orientées .....6	Les soldes d'opinion sont un peu moins négatifs .....12
L'investissement toujours reporté en grande majorité .....6	

## 209 réponses exploitables

### Répartition par activité

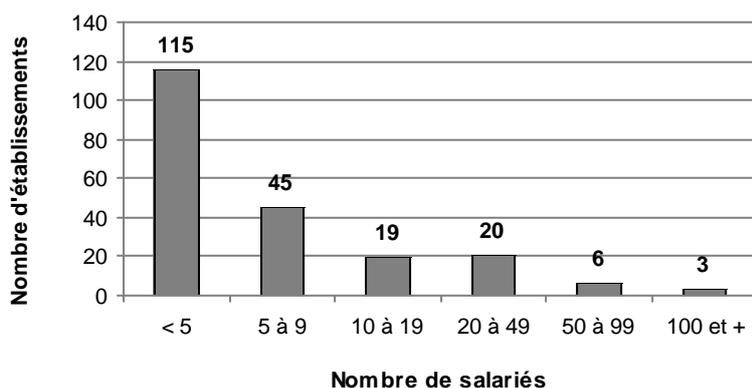
Le poids de chacune des activités (par grand secteur) reflète le choix initial qui a été opéré. Une large part a été donnée à l'industrie, secteur où un grand nombre d'emplois est en jeu et à la construction, qui tient une place importante dans le milieu rural.

Répartition des réponses exploitables  
par grand secteur d'activité



### Répartition par taille

Répartition des réponses exploitables selon la taille des établissements



208 entreprises

# Les évolutions récentes

La conjoncture demeure sombre : **plus de 6 entreprises sur 10** ont enregistré un **repli de leur chiffre d'affaires** au cours des derniers mois. Cette proportion est très légèrement moindre qu'au cours de l'enquête précédente (novembre 2012). En revanche, **l'intensité de la baisse s'est aggravée**, puisqu'elle est **jugée forte par 1 entreprise sur 6** (1 sur 9 en novembre).

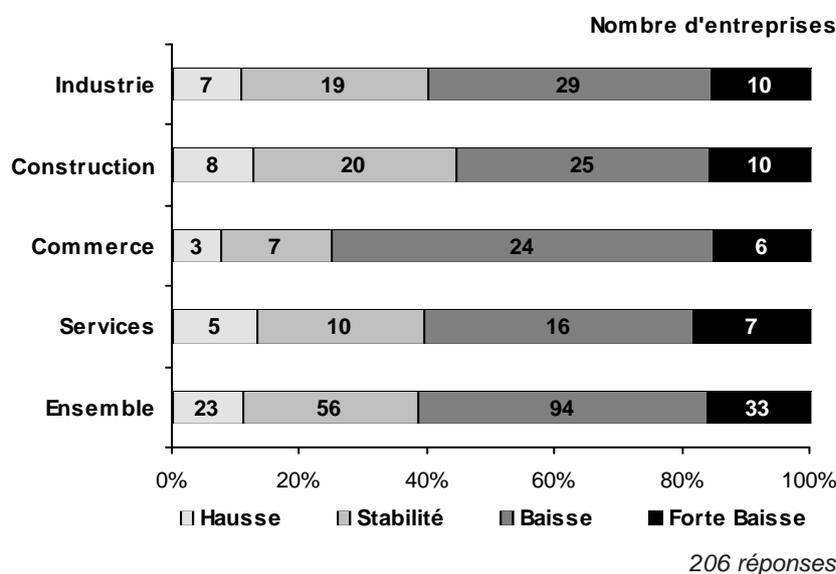
Les **écarts entre secteurs** sont **assez modérés**, à l'exception du commerce de gros où la baisse d'activité touche 3 établissements sur 4.

La part des entreprises ayant réussi à **accroître leur chiffre d'affaires** est au **même niveau** qu'en novembre (**1 sur 10**).

Les cas de **stabilité** sont **plus fréquents** qu'au cours de la dernière enquête (plus d'une entreprise sur 4) ; c'est notamment le cas dans la construction (près d'une sur 3).

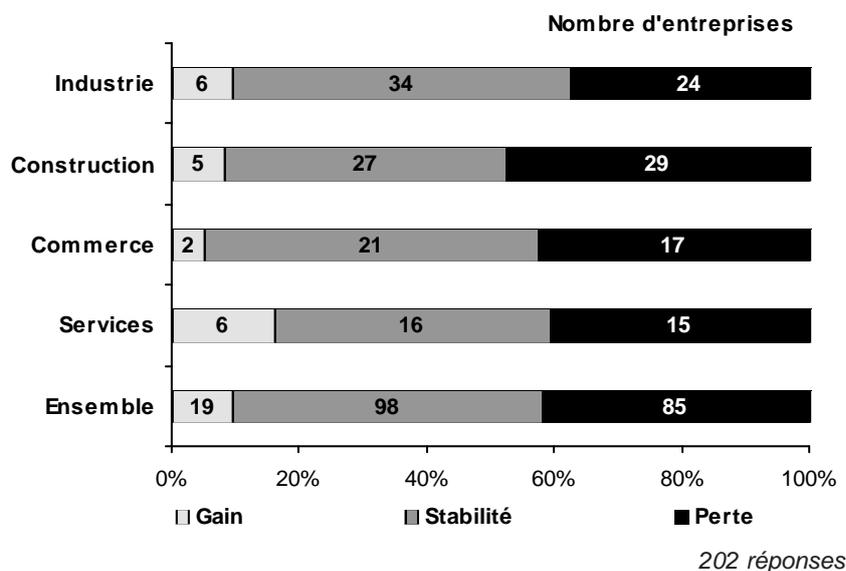
## 6 entreprises sur 10 ont vu leur activité décliner

Evolution des chiffres d'affaires au cours des 3 derniers mois



## La conquête de nouvelles parts de marché de plus en plus difficile

Clients / marché : évolution récente



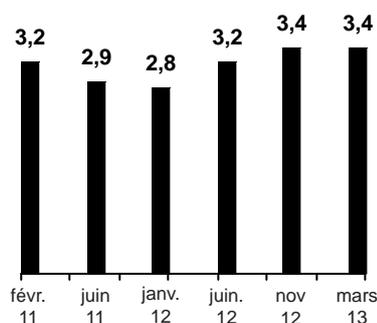
Tous secteurs confondus, **plus de 4 entreprises sur 10 ont perdu des clients ou des marchés** (sans changement). Proportion un peu supérieure dans la construction et moindre dans l'industrie, mais les écarts sont limités.

Les **parts de marché supplémentaires** sont **de plus en plus difficiles à conquérir**. Globalement, moins d'un établissement sur 10 y est parvenu récemment. Les **services se distinguent** (1 sur 6).

**Une entreprise sur 3 est confrontée à de sérieuses difficultés financières**, proportion inchangée par rapport à novembre 2012. Elles sont davantage prégnantes dans les services (plus de 4 sur 10) et un peu moins dans l'industrie (moins de 3 sur 10).

On compte de nouveau 1 responsable sur 2 indiquant **ne pas rencontrer de problème** particulier. Les écarts sont toutefois assez importants entre les secteurs : 6 sur 10 dans l'industrie, 1 sur 3 seulement dans les services.

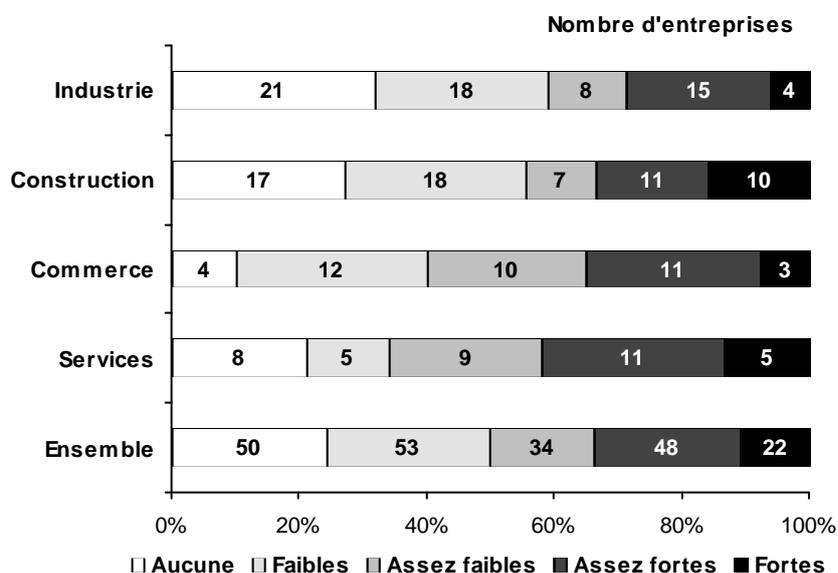
Evolution de la part des entreprises éprouvant des difficultés financières fortes ou assez fortes (en pour 10)



La dégradation du climat des affaires ne s'est pas traduite récemment par une dégradation accrue **des relations** entre les entreprises et leurs banques. Globalement, **moins de 2 responsables sur 10 considèrent qu'elles se sont détériorées**, ce qui n'est pas négligeable ; près de 8 sur 10 les considèrent inchangées. Comme précédemment, la situation apparaît un peu **plus tendue dans le commerce de gros** (près d'1 sur 4). C'est également dans ce secteur que les cas d'amélioration sont les plus fréquents.

## Davantage de difficultés financières dans les services

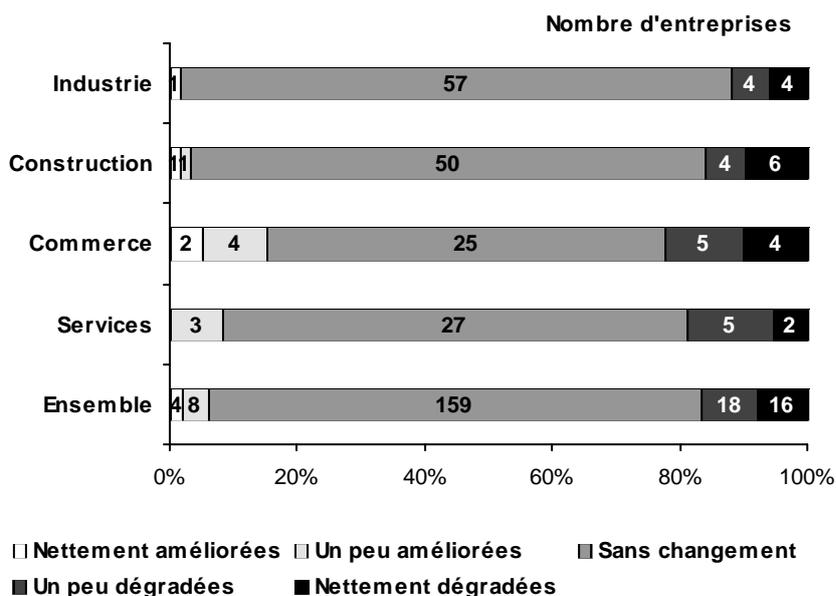
Difficultés financières : existence et intensité



207 réponses

## Une influence toujours limitée sur les relations avec les banques

Evolution récente des relations avec les banques



205 réponses

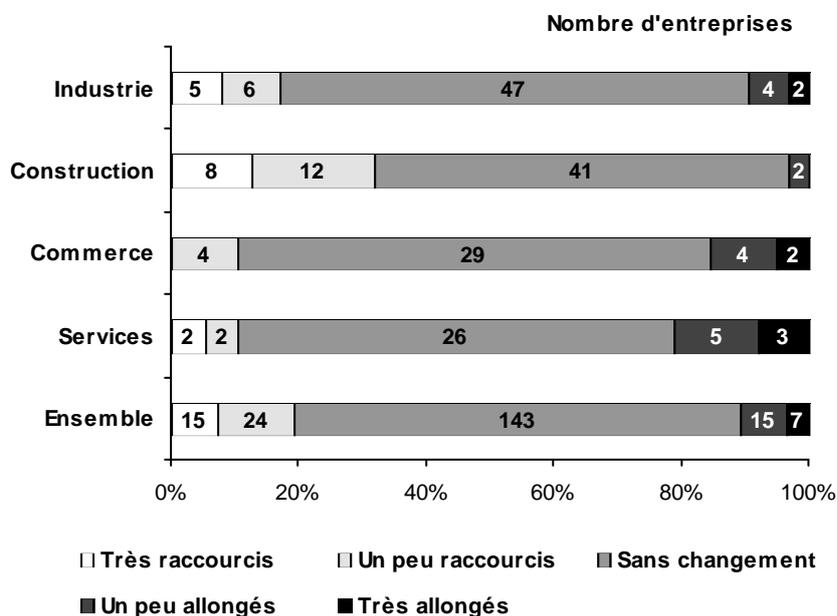
## La construction confrontée à des mouvements contraires potentiellement source de fragilisation

Délais de règlement...

...aux fournisseurs

La tendance au **raccourcissement des délais de règlement des fournisseurs par les entreprises** se poursuit en **s'intensifiant** même quelque peu puisque près de 2 dirigeants sur 10 s'en font l'écho. La **construction** est **particulièrement concernée** (1 sur 3). Dans les **services**, on constate au contraire **plus souvent un allongement** (2 entreprises sur 10, contre 1 sur 10 tous secteurs confondus).

Pour la **grande majorité des responsables** (7 sur 10), **aucun mouvement significatif** n'est constaté, davantage encore dans l'industrie et le commerce de gros.

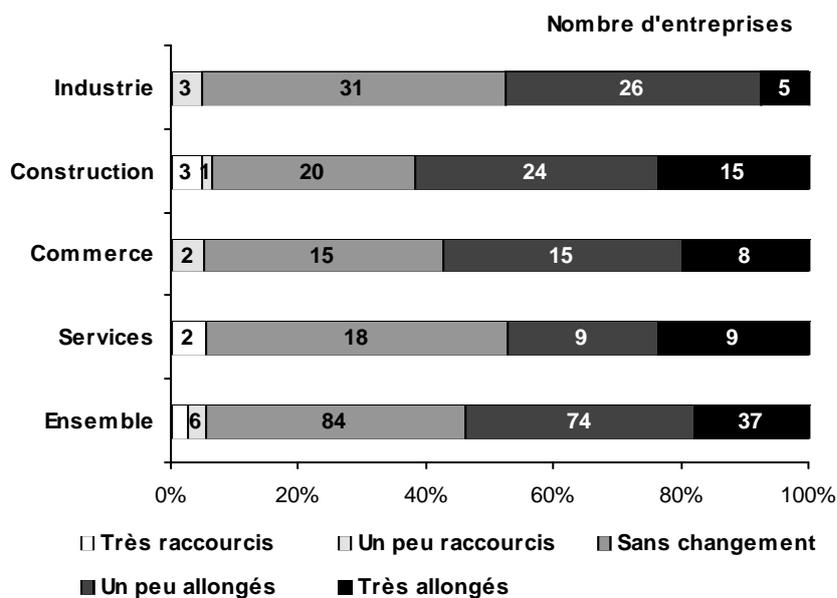


204 réponses

L'**allongement du délai mis par les clients** pour régler les entreprises touche comme précédemment plus d'un **établissement sur 2**. Cette évolution masque toutefois des **divergences** notables **entre secteurs**. La **situation** s'est assez nettement **aggravée** depuis novembre pour la **construction** (plus de 6 sur 10, soit près d'un point de plus), alors qu'une **détente** est perceptible **dans les services** (moins d'un sur 2 contre 2 sur 3 en novembre).

Il convient de souligner la **situation préoccupante de la construction**. Les entreprises sont confrontées à un **double mouvement** qui peut être source de grande fragilisation : les fournisseurs exigent d'être payés plus rapidement alors que les clients allongent leur délai de règlement.

...des clients



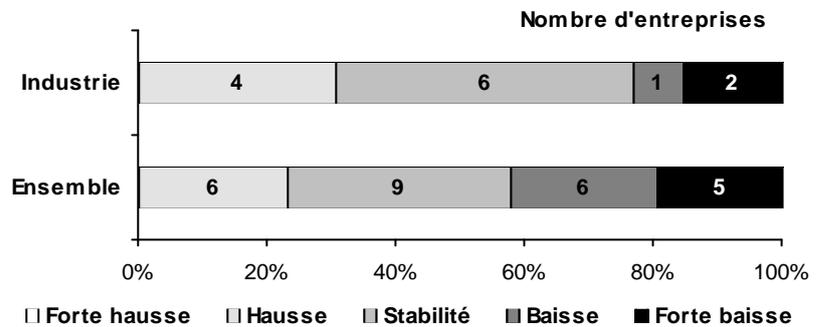
206 réponses

La proportion des entreprises ayant une activité à l'export parmi les répondants s'est de nouveau amenée, rendant plus délicate encore l'analyse des évolutions.

Dans les entreprises concernées, **l'activité exportatrice s'est contractée dans plus de 4 cas sur 10** (moins d'1 sur 4 dans l'industrie). La situation a donc évolué négativement par rapport à novembre, essentiellement dans les services et le commerce.

## Les exportations industrielles plutôt mieux orientées

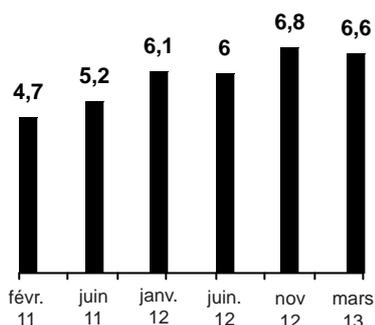
Evolution des exportations au cours des 3 derniers mois



26 entreprises concernées  
Compte tenu du faible nombre de réponses dans les autres secteurs d'activité, seuls les résultats de l'industrie sont présentés

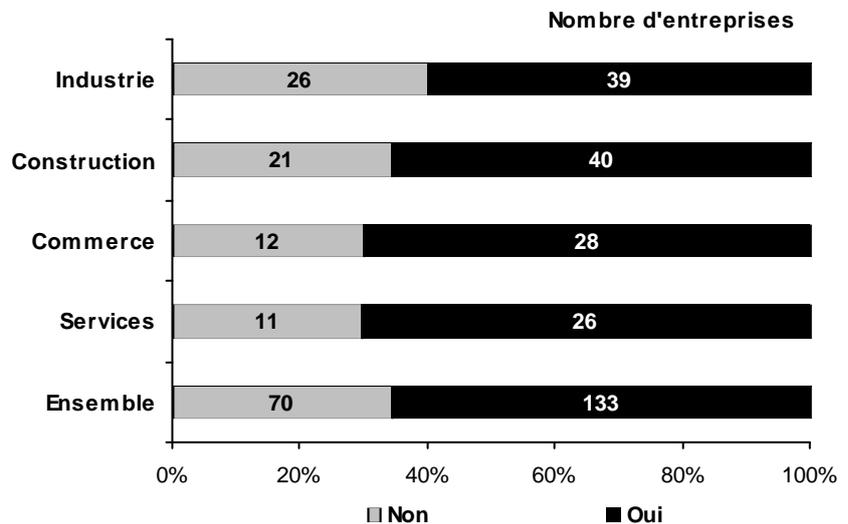
La conjoncture actuelle n'incite pas à investir. Des **reports** sont effectués dans **2 entreprises sur 3**. On notera néanmoins que la proportion n'a pas augmenté depuis novembre. Elle a même **un peu reculé dans la construction**. Le **mouvement inverse** est constaté dans le **commerce**.

Evolution de la part des entreprises ayant décidé d'ajourner leur décision d'investir (en pour 10)



## L'investissement toujours reporté en grande majorité

Décision de reporter des investissements<sup>1</sup>



203 réponses

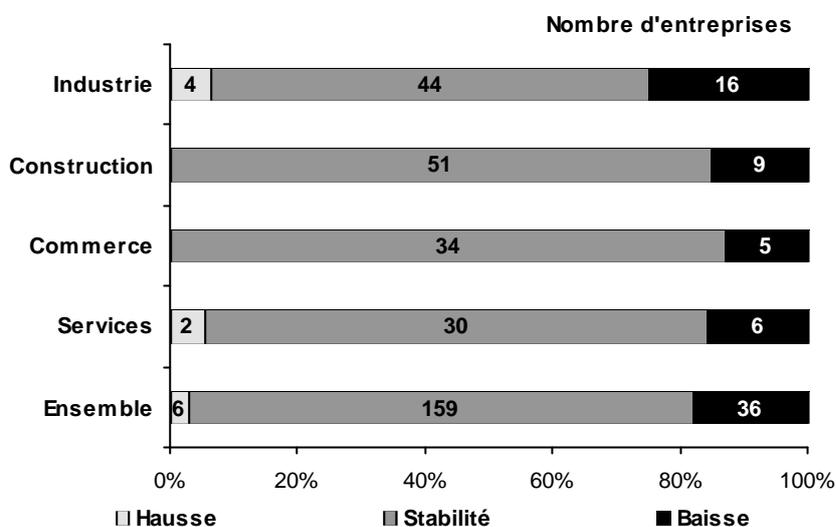
1. Précisons que la formulation de la question ne permet pas d'isoler les entreprises n'ayant pas au préalable de projets d'investissement et n'ont donc pas de report à effectuer.

## Dans l'industrie, une entreprise sur 4 a réduit ses effectifs permanents

Très peu de modification dans la position des entreprises vis-à-vis des **effectifs permanents** : globalement, ils sont **stables dans 8 cas sur 10**, davantage dans la construction et le commerce. Dans **l'industrie** toutefois, la part d'établissements ayant supprimé des postes s'est encore accrue (1 sur 4).

Les **augmentations d'effectifs sont très rares** (inexistantes dans la construction et le commerce).

Evolution récente des effectifs permanents



201 réponses

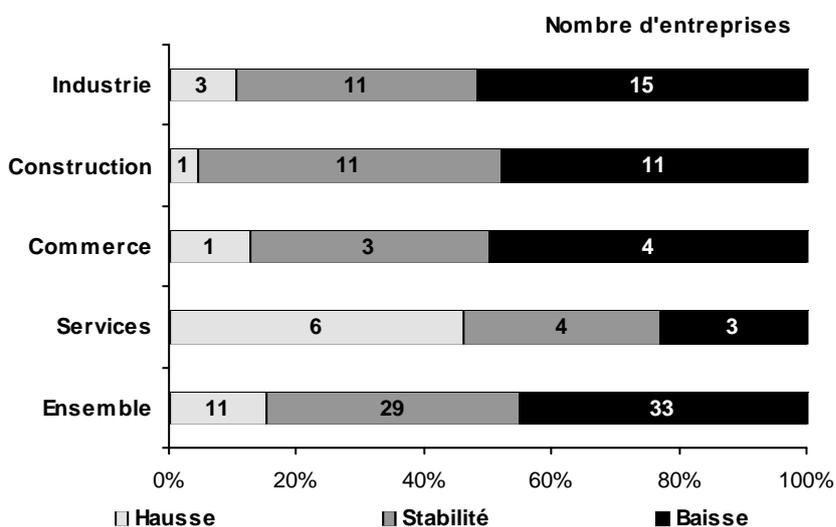
## Diminution fréquente des postes non permanents, sauf dans les services

**Moins de 4 établissements sur 10 ont eu recours à des salariés non permanents** (intérim et CDD) au cours de la période récente, comme en novembre. Il s'agit donc d'une faible proportion, qui incite à la prudence dans les conclusions qui peuvent être tirées.

Les **augmentations d'effectifs sont très rares** (inexistantes dans la construction et le commerce).

Dans 3 secteurs, **la moitié des entreprises** concernées ont **supprimé des postes**. En revanche, dans les **services**, des créations ont été réalisées dans près d'un établissement sur 2.

Evolution récente des effectifs non permanents



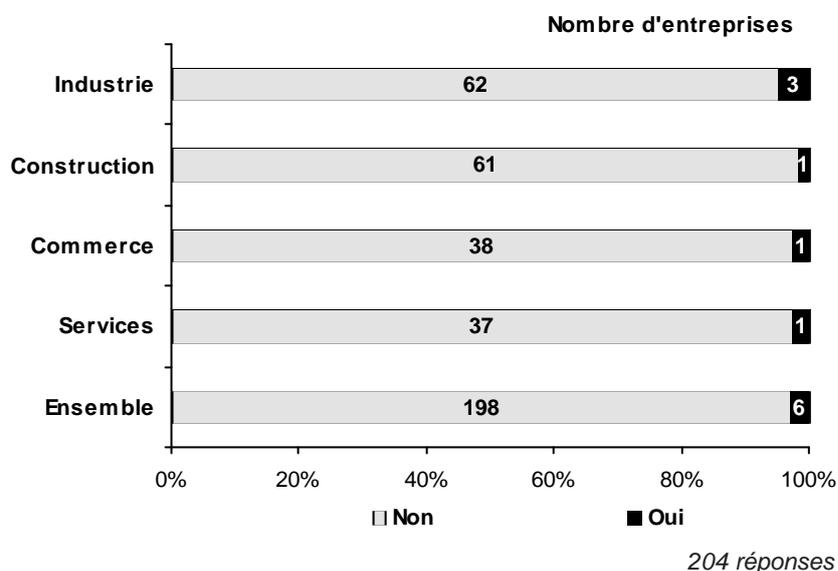
73 entreprises concernées

## Le chômage partiel très peu utilisé par les répondants

Parmi les entreprises ayant répondu à l'enquête, **6 ont recouru au chômage partiel, soit moins d'une sur 20**. La moitié d'entre elles appartiennent au secteur de l'industrie.

Contrairement aux enquêtes précédentes, ce constat n'est pas en concordance avec les observations de l'UT Direccte qui note une augmentation des heures consommées depuis octobre 2012.

### Recours au chômage partiel

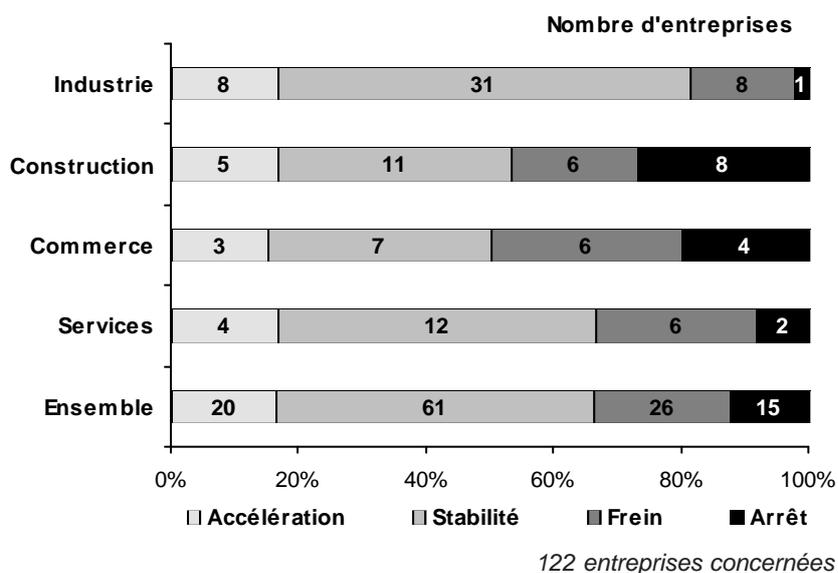


## Les efforts en faveur de l'innovation maintenus dans 1 entreprise sur 2

Impact sur les activités de R&D, innovation, développement de nouveaux produits ou services

122 entreprises de l'échantillon recueilli ont une **politique active d'innovation** ou de recherche et développement. Parmi celles-ci, **15 les ont arrêtées** dont 8 de la construction (soit 1 entreprise du secteur sur 4) et **26 les ont freinées**.

A l'opposé, **20 entreprises** misent sur une **intensification** en ce domaine. En moyenne, les **programmes** ont été **maintenus** dans la **moitié des établissements** concernés (2 sur 3 dans l'industrie).



# Les prévisions pour les prochains mois

En mars, les **dirigeants sont plus partagés** qu'en novembre : un peu plus d'un sur 2 se dit inquiet de son carnet de commandes à 3 mois, mais ils étaient **2 sur 3 à l'enquête précédente**. De surcroît, cette moyenne masque de grandes divergences entre secteurs. Dans **l'industrie**, une **majorité** des responsables est **satisfaite** ; dans le commerce et la construction, les positions sont équilibrées. En revanche, le **commerce de gros est toujours confronté à une contraction** des marchés engrangés.

(voir également p. 12)

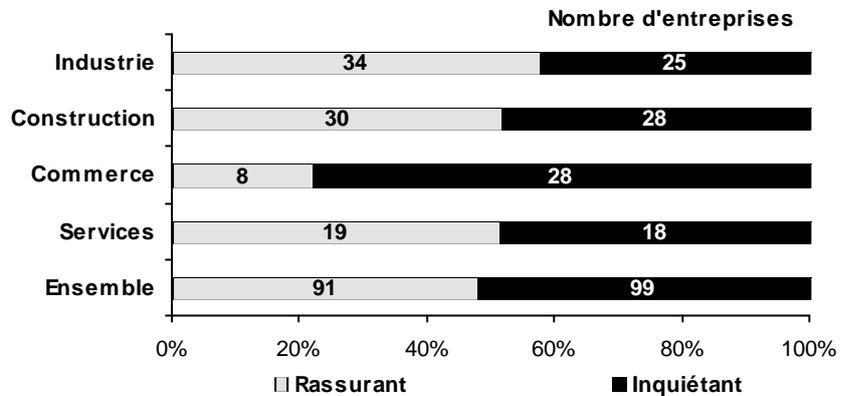
Même à **6 mois**, la **visibilité** sur l'activité s'est **légèrement améliorée**, en particulier **dans l'industrie et les services**. Globalement, plus d'un dirigeant sur 4 se montre confiant, contre moins de 2 sur 10 en novembre.

Les responsables font toujours preuve d'une grande cohérence dans leurs réponses. Ainsi, ils sont **un peu plus confiants** sur leur activité prochaine qu'en novembre. Dans les **services** et **l'industrie**, **près de 2 sur 10 anticipent une hausse**. Parallèlement, **ceux qui prévoient une contraction sont moins nombreux** : moins d'un sur 2 en moyenne, contre 6 sur 10 dans l'enquête précédente. Dans l'industrie et les services, on en recense 4 sur 10 seulement. C'est dans ce dernier secteur que l'amélioration est la plus tangible. Toutefois, **les cas de baisse sont dans l'ensemble 4 fois plus fréquents que les hausses**.

## Des carnets de commandes plus rassurants qu'en novembre

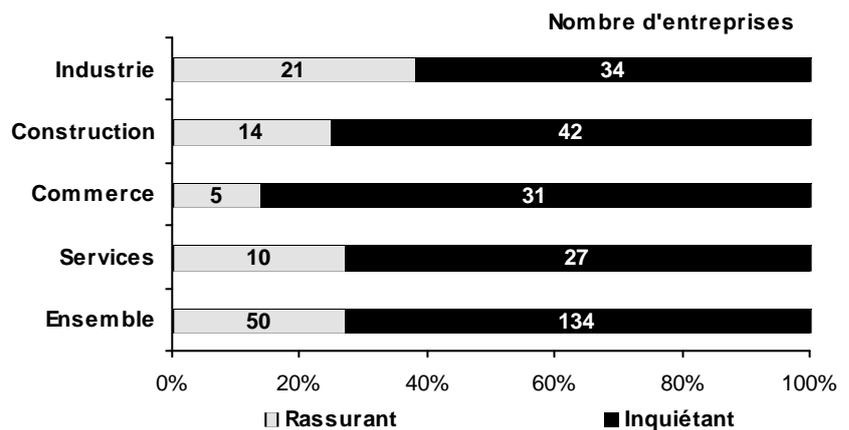
Prévisions du carnet de commande...

...à 3 mois



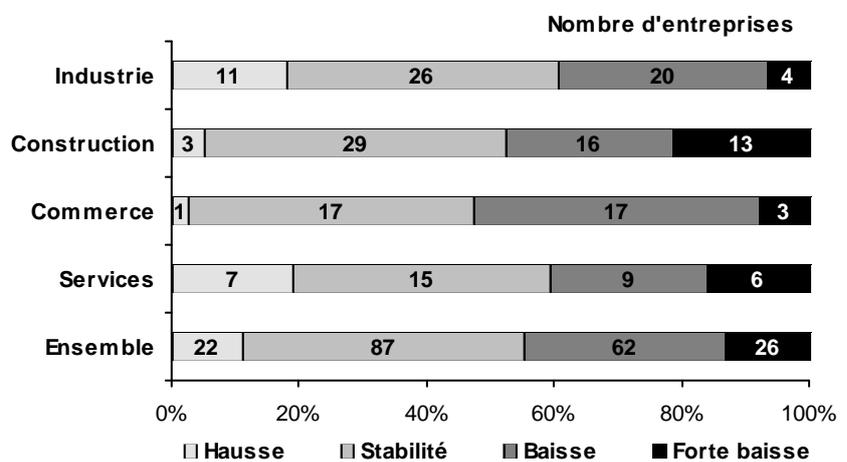
190 réponses

...à 6 mois



184 réponses

## Prévisions d'évolution de l'activité



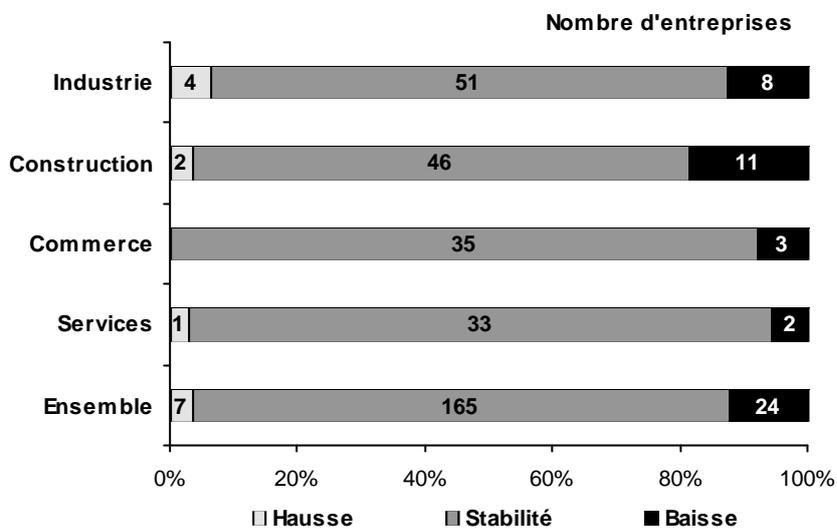
197 réponses

Peu d'évolution prévue pour les effectifs permanents (**stabilité dans plus de 8 entreprises sur 10**, proportion quasiment inchangée par rapport aux enquêtes antérieures).

De même pour les cas de **contraction** (un peu plus d'une entreprise sur 10 globalement). A signaler cependant une **part en augmentation dans la construction** (2 sur 10) et **en recul dans les services** (1 sur 20 environ).

## Un peu plus de suppression de postes permanents à prévoir dans la construction

Prévisions des effectifs permanents



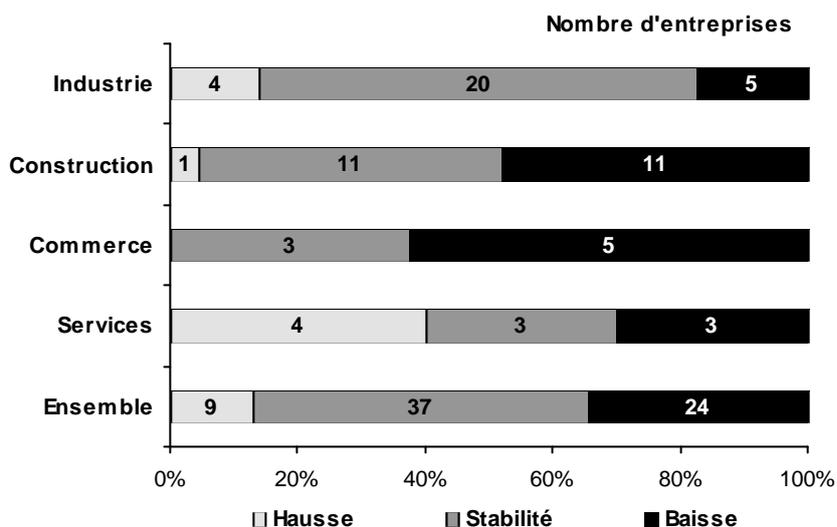
196 réponses

Parmi les entreprises concernées (un tiers de l'échantillon recueilli), **plus de la moitié** envisagent de **maintenir les postes non permanents à leur niveau actuel** tous secteurs confondus. Dans **l'industrie**, elles seraient **7 sur 10**. Dans le **commerce de gros**, on s'oriente plutôt vers un **repli pour près de 2 sur 3** (moyenne générale : 1 sur 3).

Les **services** se distinguent avec un **accroissement** qui devrait concerner **4 entreprises sur 10**. Globalement, une évolution positive est anticipée par un peu plus d'1 dirigeant sur 10 (c'est le cas également dans l'industrie).

## Des postes non permanents seront encore supprimés

Prévisions des effectifs non permanents



70 entreprises concernées

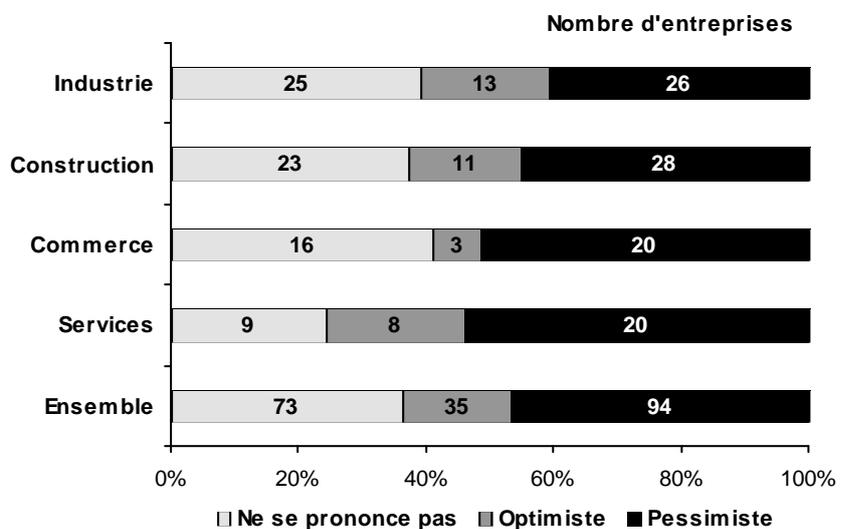
## Le moral se redresse légèrement, sauf dans la construction

**Moins de pessimistes et plus d'optimistes** qu'en novembre. Il ne faut cependant pas s'enflammer, les **premiers** restant **nettement plus nombreux que les seconds** (plus de 7 sur 10 parmi ceux qui se prononcent). Cette évolution est davantage perceptible dans l'industrie et les services. En revanche, le **pessimisme gagne du terrain** parmi les responsables de la **construction**.

Un tiers des dirigeants sont indécis globalement (moins d'un quart dans les services).

(voir également p. 12)

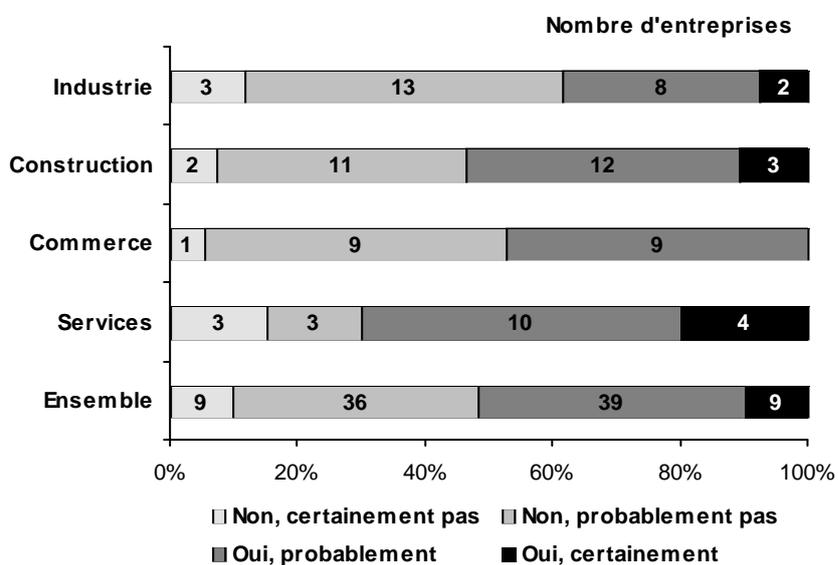
### Sentiment général des dirigeants



202 réponses

### Menaces sur la pérennité de l'entreprise

**Près d'une cinquantaine de responsables éprouvent des craintes pour la pérennité de leur entreprise**, soit plus de la moitié de ceux qui se déclarent pessimistes. Il s'agit d'un effectif important. En proportion, les services seraient les plus menacés ; 4 responsables font état de risques sérieux (9 au total).



93 réponses sur 94 entreprises concernées

Le suivi de l'évolution des **soldes d'opinion** se fait sur les 9 dernières enquêtes.

Le ratio concernant les  **carnets de commande à 3 mois**  s'est très nettement redressé ; il reste cependant négatif.

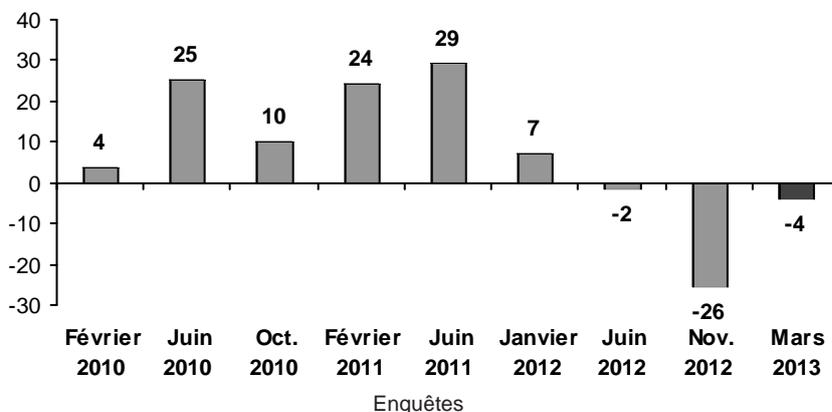
**L'inquiétude** persiste dans le **commerce de gros**. Dans les **autres secteurs**, les opinions sont quasiment à l'**équilibre** avec un écart légèrement négatif dans l'industrie et légèrement positif dans la construction et les services.

Même si dans quelques entreprises (des services et de l'industrie principalement), les perspectives d'activité semblent un peu meilleures, les **responsables demeurent très circonspects**. Ils ne perçoivent pas encore un climat général en voie de redressement.

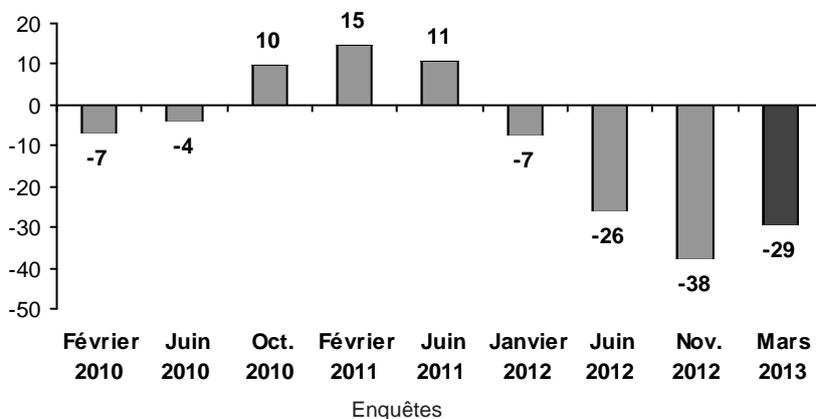
Le **solde d'opinion sur le sentiment général** est ainsi **encore très négatif**, bien qu'un peu moins qu'en novembre dernier. C'est dans l'industrie qu'il est le plus limité.

## Les soldes d'opinion sont un peu moins négatifs

Prévisions du carnet de commande à 3 mois



Sentiment général des dirigeants



### Note méthodologique

Le solde d'opinion est défini comme la différence entre la proportion de répondants ayant exprimé une opinion positive et celle ayant exprimé une opinion négative. Il peut s'appliquer aux questions qui appellent une réponse à deux ou trois modalités, telles que "optimiste", "ne se prononce pas", "pessimiste" ou "rassurant", "inquiétant". A partir de ces réponses, on calcule le pourcentage de répondants optimistes et de répondants pessimistes. Le solde d'opinion est alors établi comme la différence entre ces deux pourcentages. L'intérêt de cet indicateur réside moins dans le résultat d'une enquête que dans son évolution au fil du temps.

Directeur de la publication : Alain QUILLOUT - Edition électronique

Dépôt légal à parution - ISSN 1625-4627

Observatoire de l'Economie et des Territoires de Loir-et-Cher - 34 avenue Maunoury - 41000 BLOIS

Tél : 02.54.42.39.72 • Fax : 02.54.42.42.02 - www.pilote41.fr - E-mail : infos@observatoire41.com